

# Discord et la fuite de documents secrets américains

Le 29 avril 2023 par Missy Ryan <https://www.washingtonpost.com/national-security/2023/04/29/biden-foreign-policy-discord-leaks/>



**Le président Biden, accompagné du ministre de la défense Lloyd Austin et du secrétaire d'État Antony Blinken, se joint aux dirigeants indiens, dont le premier ministre Narendra Modi, pour des entretiens l'année dernière (Oliver Contreras pour le Washington Post)**

Des fuites révèlent que des nations de premier plan restent en retrait dans le bras de fer qui oppose les États-Unis à la Russie et à la Chine. Au sujet des fuites via Discord, des documents illustrent les stratégies des pays émergents pour esquiver l'affrontement entre grandes puissances ont remis en cause le calendrier international de Biden.

Le programme du président Biden à l'échelon mondial est confronté à d'importants défis, dans la mesure où les principales nations en voie de développement cherchent à échapper à l'intensification de la confrontation entre les États-Unis, la Russie et la Chine et, essaient dans certains cas, d'exploiter cette rivalité à leur propre profit, comme le montrent des rapports confidentiels des services de renseignement américains.

Ces documents, qui font partie de la fuite d'un ensemble de documents secrets américains diffusés via la plateforme de messagerie Discord (<https://www.washingtonpost.com/discord-leaks/>), donnent un rare aperçu des petits calculs des grandes puissances émergentes, dont l'Inde, le Brésil, le Pakistan et l'Égypte, qui cherchent à changer d'allégeance à une époque où l'Amérique n'est plus la superpuissance incontestée du monde.

Les conclusions des services de renseignement qui ont fait l'objet d'une fuite, qui n'avaient encore jamais été divulguées auparavant, donnent également un nouvel aperçu des obstacles auxquels Biden est confronté alors qu'il veut obtenir un soutien mondial pour ses efforts visant à empêcher la progression de l'autoritarisme, à contenir la belligérance de la Russie par delà ses frontières et à contrer la croissance de l'influence mondiale de la Chine, et alors que les puissances régionales influentes tentent de rester à l'écart.

La Maison Blanche n'a pas répondu à une demande de commentaire. Le ministère de la défense, qui a transmis une grande partie des documents à de hauts responsables avant qu'ils ne soient divulgués en ligne, s'est refusé à tout commentaire.



**Construction dans les régions du Jammu et du Cachemire, où le Pakistan, l'Inde et la Chine ont des revendications territoriales concurrentes (Sumit Dayal/Bloomberg News)**

Matias Spektor, chercheur à la Fondation Carnegie pour la paix internationale, a déclaré que les pays en voie de développement procédaient à un recentrage alors que l'Amérique est confrontée à une nouvelle concurrence puissante, tandis que la Chine fait valoir son nouveau pouvoir économique et militaire et que la Russie, bien qu'affaiblie par la guerre du président Vladimir Poutine en Ukraine, démontre sa capacité à déjouer la pression occidentale.

« On ne sait pas qui occupera la première place dans dix ans, c'est pourquoi les entreprises doivent diversifier leurs risques et protéger leurs intérêts », a déclaré Spektor.

C'est particulièrement évident dans le cas du Pakistan, qui après le 11 septembre 2001 a reçu des États-Unis des milliards de dollars (<https://crsreports.congress.gov/product/pdf/IF/IF11270>) d'aide économique et en matière de sécurité, mais qui dépend aujourd'hui fortement des investissements et des prêts chinois. Selon l'un des documents divulgués, Hina Rabbani Khar, ministre d'État pakistanaise aux affaires étrangères, a déclaré en mars que son pays ne pouvait « plus essayer de maintenir une position médiane entre la Chine et les États-Unis ».

Dans une note interne intitulée « Pakistan's Difficult Choices » (Les choix difficiles du Pakistan), Khar, qui a précédemment occupé le poste de ministre des affaires étrangères du Pakistan, a mis en garde Islamabad contre la tentation de donner l'impression de vouloir apaiser l'Occident et a déclaré que l'instinct qui pousse le Pakistan à préserver son partenariat avec les États-Unis finirait par compromettre tous les avantages de ce qu'elle considère comme le « véritable partenariat stratégique » du pays avec la Chine.

Le document non daté des services de renseignement ne précise pas comment les États-Unis ont eu accès au mémo de Khar. Un autre document, daté du 17 février, décrit les délibérations du Premier ministre pakistanais Shehbaz Sharif avec un subordonné au sujet d'un vote à venir de l'ONU sur le conflit ukrainien et de ce que le gouvernement prévoyait devoir être une nouvelle pression occidentale pour soutenir une résolution condamnant l'invasion de la Russie.

L'assistant indiquait à Sharif que le soutien à cette mesure marquerait un changement de position du Pakistan après son abstention antérieure (<https://www.geo.tv/latest/402578-un-general-assembly-demands-russia-withdraw-from-ukraine>) sur une résolution similaire, selon le document des services de renseignement. Il faisait remarquer que le Pakistan était en capacité de négocier des accords commerciaux et énergétiques avec la Russie, et que le fait d'approuver la résolution défendue par l'Occident pourrait compromettre ces liens.



***Des dizaines de pays se sont abstenus lors du vote de l'année dernière visant à expulser la Russie du Conseil des droits de l'homme des Nations unies (Michael M. Santiago/Getty Images)***

Lors du vote de l'Assemblée générale des Nations unies le 23 février, le Pakistan faisait partie des 32 pays qui se sont abstenus. Les responsables pakistanais et ceux des autres pays cités dans les documents divulgués se sont refusés à tout commentaire.

Alors que les principaux alliés des États-Unis en Europe et en Asie de l'Est se sont associés pour soutenir la campagne de Biden en faveur de l'Ukraine, en fournissant un éventail toujours plus important d'armes et en renonçant à l'énergie russe, Washington s'est heurté à des résistances dans d'autres régions.

L'administration Biden a fait savoir à ces pays qu'elle ne leur demandait pas de choisir entre les États-Unis, d'une part, et la Chine et la Russie, d'autre part, un message que le secrétaire d'État Antony Blinken a souligné lors de ses déplacements. Mais des pays comme l'Afrique du Sud et la Colombie s'insurgent contre ce qu'ils considèrent comme une demande implicite de choix.

Lorsque, l'année dernière, Blinken s'est rendu en Afrique du Sud, autre puissance émergente qui a récemment organisé des exercices militaires conjointement avec la Russie et qui pourrait rejeter la demande de la Cour pénale internationale d'arrêter Poutine s'il se rendait sur place lors d'un sommet cette année, les autorités de ce pays ont déclaré au secrétaire d'État qu'ils ne se laisseraient pas imposer des décisions qui ne leur conviendraient pas.

De même, l'Inde a semblé éviter de prendre parti entre Washington et Moscou lors d'une rencontre le 22 février entre le conseiller indien à la sécurité nationale, Ajit Kumar Doval, et son homologue russe, Nikolay Patrushev, comme l'indique un autre des documents ayant fait l'objet d'une fuite.

Le rapport indique que Doval a assuré Patrushev du soutien de l'Inde à la Russie dans les instances internationales et que New Delhi faisait en sorte que la guerre ne soit pas évoquée lors d'une réunion du Groupe des 20 présidée par l'Inde, en dépit de «pressions considérables» exercées en ce sens.

Lors de la réunion des ministres des affaires étrangères du G-20 qui s'est tenue à New Delhi une semaine plus tard, le désaccord sur l'Ukraine a entraîné l'échec ([https://www.washingtonpost.com/national-security/2023/03/02/india-g20-ukraine-war-divisions/?itid=lk\\_inline\\_manual\\_30](https://www.washingtonpost.com/national-security/2023/03/02/india-g20-ukraine-war-divisions/?itid=lk_inline_manual_30)) de la recherche d'un consensus concernant de bien plus vastes défis mondiaux.

Doval, selon le document divulgué, a également mentionné la résistance de l'Inde aux pressions exercées pour qu'elle soutienne la résolution de l'ONU sur l'Ukraine présentée par l'Occident, affirmant que son pays «ne s'écarterait pas de la position de principe qu'il avait jusque là adoptée».



**Anthony Blinken lors d'une réunion des ministres des affaires étrangères à Phnom Penh, au Cambodge, l'été dernier (Andrew Harnik/AP)**

Les gens au fait de la position de l'Inde affirment que le pays ne soutient pas la guerre de la Russie - comme en témoigne la dénonciation (<https://edition.cnn.com/2022/09/17/world/modi-putin-russia-ukraine-war-rebuke-intl-hnk/index.html>) que le Premier ministre Narendra Modi a adressée en personne à Poutine - mais qu'il dépend depuis longtemps du soutien de Moscou aux Nations unies et qu'il n'a guère d'autre choix que de maintenir ses liens énergétiques et économiques avec la Russie.



**Bannière accueillant les délégués à la réunion des ministres des affaires étrangères du G-20 à New Delhi en mars 2023 (Manish Swarup/AP)**

À la différence du mouvement des non-alignés qui s'est développé pendant la guerre froide, qui a vu des pays en voie de développement comme l'Algérie et Cuba s'opposer au colonialisme et à la domination occidentale, les experts affirment qu'il n'existe aujourd'hui pas grand chose en commun en terme d'idéologie et d'allégeance explicite entre les pays qui cherchent à naviguer au milieu de cette rivalité entre grandes puissances.

Les pays d'Asie centrale, quant à eux, «cherchent à exploiter» cette concurrence et à capitaliser sur l'intérêt croissant des États-Unis, de la Chine et de l'Europe, alors qu'ils cherchent à réduire leur dépendance à l'égard de la Russie, selon une évaluation du 17 février du Bureau du directeur du renseignement national (Office of the Director of National Intelligence).

Le document ne dévoile pas l'identité de ces pays, mais il s'agit probablement de nations telles que le Kazakhstan qui souhaitent affaiblir l'influence en provenance de la Russie et développer de nouveaux partenariats dans les domaines de l'énergie et du commerce ([https://www.washingtonpost.com/world/2022/11/30/russia-kazakhstan-regional-neighbors-ukraine/?itid=lk\\_inline\\_manual\\_37](https://www.washingtonpost.com/world/2022/11/30/russia-kazakhstan-regional-neighbors-ukraine/?itid=lk_inline_manual_37)). Les dirigeants de la région «sont désireux de travailler avec qui que ce soit en position d'offrir les résultats les plus immédiats, c'est-à-dire, pour l'instant, la Chine», indique le document.

Certains des responsables des pays du Sud, un terme utilisé pour décrire les régions d'Asie, d'Afrique et d'Amérique latine, se positionnent comme un pont diplomatique entre les trois rivaux. On y trouve le président brésilien Luiz Inácio Lula da Silva, qui, après la période d'isolationnisme due à son prédécesseur Jair Bolsonaro, cherche à donner à son pays un rôle de premier plan sur la scène internationale.



***Le président brésilien Luiz Inacio Lula da Silva s'exprime lors de sa visite au commandement de la marine brésilienne, à Brasilia, au Brésil, le mercredi 15 mars 2023. Il s'est rendu à Shanghai et à Pékin et a rencontré son homologue Xi Jinping le 14 avril (AP Photo/Eraldo Peres, File)***

Les documents divulgués présentent la proposition de Lula de créer un «bloc mondial de la paix» pour servir de médiateur entre les intérêts américains et chinois et ainsi mettre un terme aux combats en Ukraine, indiquant que le dirigeant brésilien de gauche prévoyait de discuter de cette initiative avec le président Xi Jinping lors de sa visite en Chine (<https://apnews.com/article/brazil-china-lula-xi-trip-216ace0e80e6f0882571125c673f6964>), celle-ci a eu lieu en avril.

Lula a irrité les pays de l'OTAN en laissant entendre qu'ils prolongeaient le conflit ukrainien en fournissant des armes à Kiev et en proposant (<https://www.reuters.com/world/americas/brazils-lula-puts-ukraine-peace-his-agenda-china-2023-04-11/>) que, pour parvenir à la paix, la Russie cède une partie du territoire qu'elle contrôle en Ukraine tout en conservant la péninsule de Crimée occupée, une éventualité rejetée par le président ukrainien Volodymyr Zelensky.



**Le ministre russe des Affaires étrangères, Sergei Lavrov, quitte la salle après une réunion avec le ministre brésilien des Affaires étrangères, Mauro Vieira, à Brasilia, au Brésil, le 17 avril 2023 (REUTERS/Ueslei Marcelino reuters\_tickers)**

Selon les renseignements cités dans les documents divulgués, des officiels du ministère russe des affaires étrangères soutenaient la proposition de Lula, affirmant que cela viendrait contrecarrer le discours «agresseur-victime» occidental concernant l'Ukraine. Peu après son retour de Chine, Lula a accueilli le ministre russe des affaires étrangères (<https://www.reuters.com/world/europe/russias-lavrov-thanks-brazil-efforts-resolve-ukraine-war-2023-04-17/>) à Brasilia.

L'initiative de Lula prenait forme au moment même où son gouvernement accueillait deux navires de guerre de l'Iran (<https://news.usni.org/2023/02/28/iranian-warships-finally-dock-in-rio-de-janeiro-after-u-s-issues-sanction-threat>), grand rival américain, les deux unités étaient placées sous le coup d'un programme de sanctions américaines (<https://home.treasury.gov/news/press-releases/jy1246>). Un document daté de mars figurant dans les fuites via Discord indique que les navires Makran et Dena, qui font partie du 86e groupe naval déployé par l'Iran, ont effectué une escale d'une semaine à Rio de Janeiro le 4 mars.

Le Pentagone a estimé que Lula «a probablement approuvé cette escale pour renforcer sa réputation de médiateur mondial et redorer l'image du Brésil en tant que puissance neutre», mais a déclaré que la visite ne présageait pas nécessairement d'une expansion majeure de relations militaires entre les deux pays, en dépit des espoirs iraniens en ce sens, selon la note qui a fuité.

Il a ajouté que les gouvernements du Chili, de l'Argentine, de l'Uruguay et du Venezuela avaient rejeté les demandes de l'Iran en matière de visites similaires.

Le document indique qu'avant la visite, certains responsables de la marine brésilienne avaient fait pression sur les États-Unis pour inciter le gouvernement de Lula à refuser cette visite, car ils ne voulaient pas que Washington la considère comme un «recentrage» des partenariats extérieurs du Brésil.

Selon le document, un haut fonctionnaire du ministère brésilien des affaires étrangères a déclaré que le Brésil n'avait aucune raison de faire un lien avec le mauvais bilan de l'Iran en matière de droits humains, ni aucun motif juridique pour refuser la demande l'Iran. Le document indique que la marine brésilienne a minimisé la visite auprès des médias, mais a organisé une cérémonie à bord du Dena.

Le président argentin, Alberto Fernández, prévoyait quant à lui de faire appel à une nouvelle alliance de pays latino-américains, dont l'Argentine, le Mexique et le Brésil, pour obtenir plus de pouvoir dans le cadre de négociations avec les États-Unis, la Chine et l'Union européenne, selon un autre document qui a fait l'objet d'une fuite.

Comme l'a déjà signalé le Washington Post, les répercussions des tensions entre les États-Unis et la Russie se font

sentir d'une manière particulièrement graves en Égypte, qui reçoit plus d'un milliard de dollars par an d'aide de Washington, mais qui a renforcé ses liens avec Moscou. La Russie est actuellement en train de construire la première centrale nucléaire égyptienne et promet de fournir aussi du matériel militaire.



**Un navire de la marine iranienne, le Makran, mouille à Rio de Janeiro en mars 2023 (Silvia Izquierdo/AP)**

Les documents divulgués montrent que l'Égypte tente de louvoyer pour sortir de l'impasse de l'Ukraine et parer aux demandes de soutien militaire de la part tant de la Russie que des États-Unis. Selon les évaluations des services de renseignement américains, le président Abdel Fatah El-Sisi avait initialement donné l'ordre de produire 40 000 roquettes (<https://www.washingtonpost.com/national-security/2023/04/10/egypt-weapons-russia/>) destinées à être secrètement livrées à la Russie, mais il a ensuite semblé céder à la pression des États-Unis et a reporté cet accord, acceptant à la place de fabriquer des obus d'artillerie ([https://www.washingtonpost.com/national-security/2023/04/17/russia-ukraine-egypt-weapons-leaked-documents/?itid=ik\\_inline\\_manual\\_58](https://www.washingtonpost.com/national-security/2023/04/17/russia-ukraine-egypt-weapons-leaked-documents/?itid=ik_inline_manual_58)) pour l'Ukraine.

Spektor a déclaré que malgré la tentative de l'administration Biden de courtiser, plutôt qu'intimider, les pays en voie de développement pour qu'ils soutiennent ses priorités mondiales, ceux-ci resteront probablement méfiants. «Ces pays voient bien ce que sont les États-Unis, et les États-Unis sont tellement plus puissants qu'eux, a déclaré Spektor. Lorsqu'on a affaire à un mammoth, peu importe qu'il soit ou non réceptif à ce qui est dit. Lorsqu'il bouge, la terre tremble quand même».

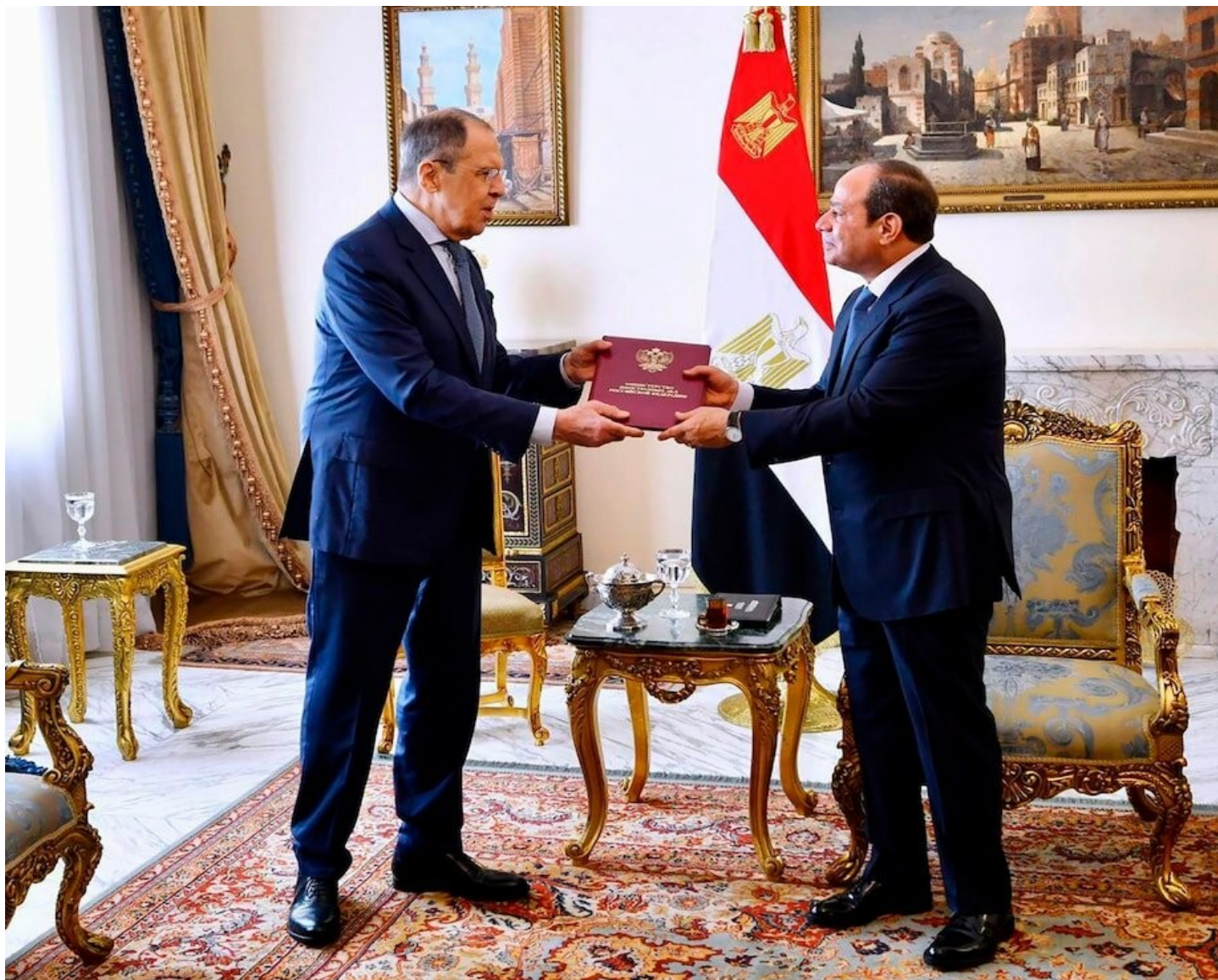
### **Les fuites via Discord**

Lors d'entretiens exclusifs avec un membre du groupe Discord, plateforme sur laquelle les documents des services de renseignement américains ont été échangés, le *Washington Post* a appris des détails sur l'auteur présumé de la fuite, « OG ». Le Post a également obtenu un certain nombre de documents inédits provenant d'un corpus constitué de clichés de fichiers classifiés postés sur un serveur privé sur l'application de chat Discord.

Comment la fuite s'est-elle produite ? Selon le *Washington Post*, la personne qui a divulgué les informations a partagé les documents avec un petit cercle d'amis en ligne sur la plateforme de discussion Discord. Telle est la chronologie de la fuite des documents.

L'auteur présumé de la fuite de documents, Jack Teixeira, un jeune membre de la Garde nationale aérienne du Massachusetts, a été inculpé dans le cadre de l'enquête sur les fuites de centaines de pages de renseignements militaires classifiés. Teixeira a précisé aux membres du groupe en ligne qu'il travaillait en tant que personnel de soutien

technologique sur une base à Cape Cod, a déclaré un membre du serveur Discord au *Post*. C'est là ce que nous avons appris concernant l'auteur présumé de la fuite de documents.



***Le président égyptien Abdel Fatah El-Sisi et le ministre russe des Affaires étrangères Sergey Lavrov lors d'une réunion au Caire en 2022 (AP)***

Concernant ce que nous ont appris les documents divulgués, la fuite massive de documents a révélé toute une série de secrets du gouvernement américain, notamment des pratiques d'espionnage des alliés, les sombres perspectives de la guerre entre l'Ukraine et la Russie et la précarité des défenses aériennes de Taïwan. Sur le plan diplomatique, ces révélations ont également mis le feu aux poudres à la Maison-Blanche. C'est là ce que nous avons appris à partir des documents.